

AU 8^e JOUR DE LA PROTESTATION

La tension persiste à Laghouat

S'il est vrai qu'elle a sensiblement baissé, la tension reste néanmoins de mise au chef-lieu de wilaya de Laghouat, au 8^e jour d'une contestation qui aura frappé, c'est ce que plus d'un observateur aura relevé, par le sens élevé de responsabilité des manifestants.

M. Kebci - Alger (Le Soir) - Ces derniers, des jeunes pour l'écrasante majorité, ont déployé beaucoup d'efforts pour conférer à leur mouvement un caractère pacifique et ce, affirment-ils, pour contre-carrer les campagnes de dénigrement orchestrées par des milieux loin d'échapper à leur vigilance.

Et les preuves de leur bonne foi, ces jeunes en donnent quotidiennement en veillant à ce qu'aucun dérapage, de quelque nature que ce soit, ne se produise.

Avant-hier, comme au plus fort des échauffourées avec les forces de sécurité déployées en nombre, notamment aux abords du siège de la Wilaya, épice de la contestation, aucun dégât matériel n'a été enregistré et les jeunes, une fois la nuit tombée, s'astreignent à la mission de nettoyer leurs bastions, et ce, jusqu'à une heure tardive.

Hier encore, ils ont été les auteurs d'un autre acte de civisme qui les honore. Un policier en civil qui était parmi la

foule amassée comme de coutume devant le siège de la grande poste, non loin de celui de la Wilaya, a été remis à ses supérieurs et son arme restituée après qu'il eut, il est vrai, maille à partir avec des jeunes en colère, qui l'ont malmené.

Ceci au moment où la trentaine de jeunes interpellés la veille ont été relâchés au bout de longs et âpres conciliabules.

Selon Yacine Zaïd, membre de la section locale de la Ligue

algérienne de défense des droits de l'Homme (Laddh), les jeunes ne comptent pas se laisser aller aussi facilement et céder aux promesses des autorités locales.

Ils veulent ni plus ni moins l'annulation pure et simple des fameuses listes de pré-bénéficiaires de logements à l'origine de cette protestation.

Pour nombre d'entre eux, témoigne encore notre interlocuteur, «il faut battre le fer quand il est chaud et tout relâchement de notre part, sera mis à profit par les pouvoirs publics qui nous ont habitués à ce genre de scénarios usés».

M. K.



Photo : DR

Les jeunes ne comptent pas céder aux promesses des autorités locales.

Le RCD condamne

t-il, dans une déclaration rendue publique hier, est un exemple d'un «fonctionnement autiste de l'Etat». Selon le RCD, cette colère ajoutée à celles qui secouent périodiquement d'autres régions du pays comme Ouargla, le M'zab, Hassi Messaoud, appelle

une nouvelle vision de l'administration territoriale.

«La multiplication et la sophistication des moyens de répression mobilisés» sont, de l'avis du parti, un aveu d'échec. «Les masses colossales englouties dans cette stratégie auraient largement suffi

à loger les citoyens de Laghouat et ceux de nombreuses autres régions de l'Algérie, note encore le RCD qui estime que l'écoute et la concentration devant les revendications citoyennes sont des missions élémentaires».

M. K.

BOUMERDÈS

Nuit de terreur à la cité universitaire de Boudouaou-El-Bahri

C'est grave ce qui s'est passé, tard dans la nuit de mardi, à la cité universitaire garçons de Boudouaou-El-Bahri, dans le centre de la wilaya de Boumerdès. La franchise universitaire a été violée et des étudiants agressés par plusieurs escouades de voyous. Des familles occupant des chalets mitoyens de cette résidence ont été aussi terrorisées.

Le bilan de ces violences, que nous ont communiqué les étudiants, fait état de 12 de leurs camarades grièvement blessés. L'un d'eux aurait perdu un œil, le second s'en sort avec, d'après nos interlocuteurs, quatre fractures aux pieds et un déboîtement de l'épaule. Ce dernier aurait été jeté du second étage d'un bâtiment. Pour la direction de cette cité, la victime serait simplement tombée de la terrasse de ce bâtiment. Trente autres résidents de cette cité ont subi diverses blessures, mais plus légères. Hier matin, aucune autorité ne nous a confirmé ou infirmé ce bilan. Pour dénoncer ces actes de violence, les quatre facultés de l'université ont été fermées par les étudiants durant d'hier.

Selon les propos recueillis auprès des étudiants, des dizaines de voyous se sont attaqués à eux à l'intérieur de la cité. Comment en est-on arrivé à cette situation ? Les étudiants résidents ont organisé, à l'intérieur de leur cité, un gala artistique célébrant Yennayer. Ce gala a commencé vers 20 heures 30. Vers 22 heures 30, un individu de l'extérieur de la cité aurait volé le portable d'un étudiant. «Ce dernier, en voulant récupérer son bien, s'est fait agresser à coups de couteau. Il a perdu un œil», affirme Laïd, animateur de ce gala et témoin de ces violences. Poursuivant son récit, notre interlocuteur, qui était entouré d'un groupe d'une dizaine de ses camarades, ajoutera : «C'est à partir de cet instant que la situation dégénérera. Il s'est avéré que nombre d'intrus avaient franchi le contrôle à l'entrée de la cité pour assister au gala. Ils étaient au moins une centaine.» Les échanges de coups de pierres se

sont poursuivis tard dans la nuit. Sur place, les traces des affrontements étaient visibles. Des pierres ayant servi d'armes jonchaient le sol de la porte de la cité jusqu'aux chalets mitoyens de la résidence. Deux panneaux de la clôture de la cité ont été arrachés et la porte du transformateur électrique éventrée. Il y a lieu de noter que les assaillants ont coupé l'alimentation électrique de la cité. Plus loin, cinq citoyens que nous avons abordés près des chalets sont des chefs de famille occupant ces habitations en préfabriqué. Suite aux événements de la veille, ils ne se sont pas rendus à leur travail. «Nous avons peur de ce qui pourrait arriver.» L'un d'eux, un barbu, tente de charger les étudiants. «Les étudiants ont organisé un gala, il y avait de l'alcool et certains étaient ivres et enragés.» L'interlocuteur a été vite remis à sa place par son voisin. «Les étudiants ont organisé un gala, ce n'est pas le problème. Nous avons passé par contre une nuit de terreur. Nos femmes et nos enfants ont été traumatisés. Des étudiants ont lancé des pierres sur nos habitations. Ils pensaient que leurs agresseurs étaient partis de chez nous. Or, tout le monde sait que ces voyous habitent les haouchs et les bidonvilles implantés dans les environs. Dans cette affaire, nous sommes autant qu'eux des victimes.» L'un d'eux nous montre les impacts des pierres sur son véhicule. Les étudiants ont mis, par ailleurs, en cause les gendarmes les accusant de passivité. «C'est sur notre insistance que trois gendarmes ont été envoyés pour encadrer ce gala. Ils sont repartis dès le début des festivités. De plus,

lorsque les affrontements ont commencé, ils ne sont pas intervenus», accusent les étudiants. «C'est une faveur d'avoir envoyé les trois gendarmes à l'intérieur de la cité, car n'oublions pas le franchise universitaire. Les violer est un délit», dira une source sécuritaire que nous avions contactée. Cette source précisera, en outre, que la question de la sécurité à l'intérieur de la cité ne relève pas de leurs prérogatives.

«De plus, dès que les affrontements ont débordé à l'extérieur, des renforts ont été acheminés. Je vous assure qu'il y avait sur place plus d'une dizaine de véhicules. An sus, le chef de la compagnie de Boudouaou est venu superviser lui-même l'intervention». Les victimes mettent également en cause la sécurité de la résidence. «Les agents de l'université ont laissé entrer une centaine de voyous. Dès que la bagarre a commencé, ils étaient terrorisés et se sont enfermés dans la salle de prière», nous ont-ils rapporté. Sur ce point, les réponses du directeur régional de l'Onou (Office national des œuvres universitaires), que nous avons contacté, restent évasives. «Nous avons sur place 20 à 30 agents. De plus, chaque étudiant est en possession de la carte personnelle. Ce document magnétique est un moyen de filtrer les entrées et sorties des personnes», dira-t-il. Il nous a affirmé qu'une plainte sera déposée et c'est à la justice de déterminer les responsabilités de chacun.

En tout état de cause, ce n'est malheureusement pas la première fois que la question de la sécurité des environs et même l'intérieur des cités universitaires de Boumerdès se pose avec acuité. Cette fois-ci, l'insécurité est montée de plusieurs crans. Elle risque de dérapage grave. C'est le mauvais choix d'implantation de ces infrastructures fait dans la précipitation.

Abachi L.

ORAN

Les pré-affectations font éclater l'émeute

Finalement, la distribution des pré-affectations pour des logements n'a fait qu'accentuer davantage l'impatience et la colère des demandeurs de logements sociaux.

Hier matin, les habitants du quartier El Derb qui n'ont pas bénéficié de pré-affectations pour des logements sociaux lors de l'opération lancée en début de semaine par le wali d'Oran sont sortis dans la rue. Si au début, leur manifestation se voulait pacifique à travers une énième exposition de photos de leurs habitations en piteux état, mise en place devant le siège de l'apc d'Oran, à la place d'Armes, elle a vite viré à l'émeute en début d'après-midi.

Ils ont tout d'abord fermé la place d'Armes à la circulation, scandant des slogans ayant trait au droit (après celui du logement) aux pré-affectations, à l'instar des autres habitants du même quartier et d'autres quartiers voisins, qui, eux, ont obtenu ce fameux document. Un important dispositif sécuritaire a été mis en place, encadrant les dizaines de citoyens qui peu à peu ont été rejoints par d'autres, créant ainsi un climat de tension qui présageait d'un éclatement que les services de sécurité tentaient de contenir.

La situation s'est par la suite compliquée puisque certains parmi les citoyens ayant justement obtenu ce fameux document se sont rendus sur les lieux et voulaient, contre toute attente, rendre leurs pré-affectations ! La raison ?

L'un d'eux nous explique : «Nous nous sommes rendus au niveau des sites de Bir El Djir où sont censés être implantés nos logements, et notre surprise a été immense en découvrant que rien n'est encore fait, et pour les logements dont les travaux sont entamés, leur réception n'est pas pour sitôt. C'est de la poudre aux yeux, on s'est fait arnaquer alors on ne veut plus de leurs documents !»

Par la suite, la police a voulu mettre un terme «à l'exposition des photos des habitants d'El Derb», ce qui a mis en colère les citoyens présents d'où le début de jets de pierres. Une fois la place d'Armes libérée par la police anti-émeute, les manifestants se sont regroupés au niveau de la place Valéro, non loin de la place d'Armes, et c'est là que les échauffourées ont éclaté avec les forces de l'ordre. Les manifestants se sont retranchés au niveau du quartier d'Ed Derb d'où des projectiles ont été lancés en direction d'un important dispositif policier anti-émeute.

A Mediouni et El Hamri, des citoyens se sont regroupés au niveau du siège du secteur urbain pour réclamer des pré-affectations. Certains ont été empêchés de se rendre aux sièges de la daïra et de la wilaya où ils ont tenté de se regrouper.

Au niveau de la place Valéro, en fin d'après-midi, la tension était toujours aussi tendue, même si le calme était revenu. Le dispositif sécuritaire était, quant à lui, toujours maintenu.

Amel Bentolba